

U.N.A.C.O.M.

• Ses représentants
impressionnent à la dernière
table ronde
• Même Bougrain-Dubourg
a écouté sans ergoter !

L'U.N.A.C.O.M. aux tables rondes

Une intervention qui fera date

La première participation de l'U.N.A.C.O.M. aux tables rondes sur la chasse a permis au Président Serge Blineau de présenter à l'ensemble des participants le document que nous avons publié dans un précédent numéro de la Gazette, document de travail explicitant la hiérarchie des textes entre Convention de Berne et Directive "Oiseaux".

L'exposé du Président Blineau, accompagné notamment par Nicolas Lottin, qui est intervenu lui aussi avec beaucoup de pondération mais surtout de détermination au cours de cette réunion, a semble-t-il ébranlé les convictions de certains. Les scientifiques présents ainsi que les juristes du M.E.E.D.D.A.T. et de l'O.N.C.F.S. ont ainsi reçu chacun un exemplaire du dossier élaboré par Georges Riboulet grâce au contrôle et avec l'aval de M^e Jean-Pierre Spitzer.

On retiendra de cette réunion, sur laquelle nous reviendrons aussitôt que possible grâce aux témoignages des représentants de l'association, et de personnalités présentes, que leur exposé a été écouté très attentivement et qu'aucune objection ni contradiction n'a été formulée.

Allain Bougrain-Dubourg, qui vitupère facilement contre les chasseurs a lui-même admis que la démarche de l'U.N.A.C.O.M. était "respectable" et s'inscrivait en quelque sorte dans la "règle du jeu". De là à ce qu'il admette que l'U.N.A.C.O.M. a raison, il ne faut pas se leurrer, il y a un pas énorme qu'il n'a pas franchi ni ne franchira sûrement... Le Président de la L.P.O. ne manquera pas d'effectuer une de ses pirouettes dont il a le secret pour réfuter le bien-fondé des arguments avancés.

Pourtant, du point de vue du droit, et comme l'a fait remarquer Nicolas Lottin, la démonstration est imparable et a valu à l'U.N.A.C.O.M. le soutien de la puissante Fédération de Gironde dont le Président, Henri Sabarot, également Président du C.A. de l'O.N.C.F.S., était présent à cette table ronde, mais aussi de la Fédération Nationale des Chasseurs.

Le Président de la L.P.O. a donc bien compris à cette occasion que ce

sont 1,5 millions de chasseurs qui "poussent" désormais derrière l'U.N.A.C.O.M. et que ce "rouleau compresseur" n'a plus l'intention de s'arrêter ni de se laisser impressionner par quelque ergoteur que ce soit !

Nous sommes donc face à une nouvelle donne et à des chasseurs qui ont l'intention de se battre jusqu'au bout, à la fois sur les terrains juridique, avec l'U.N.A.C.O.M., et scientifique, partout à travers le pays, pour étayer leurs revendications.

Le compte rendu de cette table ronde, rédigé par la L.P.O. à l'intention de ses cadres, est d'ailleurs très éloquent concernant l'U.N.A.C.O.M..

Voici le paragraphe consacré à l'intervention du Président Blineau et de Nicolas Lottin.

"L'Union Nationale des Chasseurs d'Oiseaux Migrateurs (UNACOM), association dont le but est de faire abolir la Directive Oiseaux, a présenté son action et demandé à intégrer la table ronde. Cette demande a nécessairement reçu une réponse négative, étant donné l'incompatibilité des objectifs de l'UNACOM avec la reconnaissance de la Directive, unanimement admise par les membres de la table ronde".

Bien entendu, ceux qui ne s'encombrent pas de problèmes de droit, de légitimité des textes - lorsque ça les arrange ! - "admettent" la directive, ce qui n'est pas nous semble-t-il à leur honneur !

S'opposer à un texte inique, car infondé au plan du droit, comme le fait l'U.N.A.C.O.M., est donc stigmatisé et l'on s'arrange pour exclure une association qui pourrait apporter une contradiction salutaire qui romprait avec le discours convenu de ceux qui considèrent la directive comme parole d'Évangile ! L'attitude de la L.P.O. reflète d'ailleurs un énorme paradoxe elle qui, au travers de son Président très médiatisé, respecte donc le faux droit de la directive, mais bafoue le vrai droit, surtout celui de propriété, lorsqu'il pénètre dans des propriétés privées pour s'opposer aux chasseurs !

La L.P.O. est elle sans droit ni loi ?

R.L.